

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 15 décembre au 19 décembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : La BAD approuve deux projets routiers stratégiques dans le corridor Somalie-Djibouti-Éthiopie
- ❖ **Éthiopie** : Visite d'État du PM indien
- ❖ **Kenya** : KETRACO signe un PPP de 311 M USD pour renforcer le réseau électrique

LE CHIFFRE A RETENIR

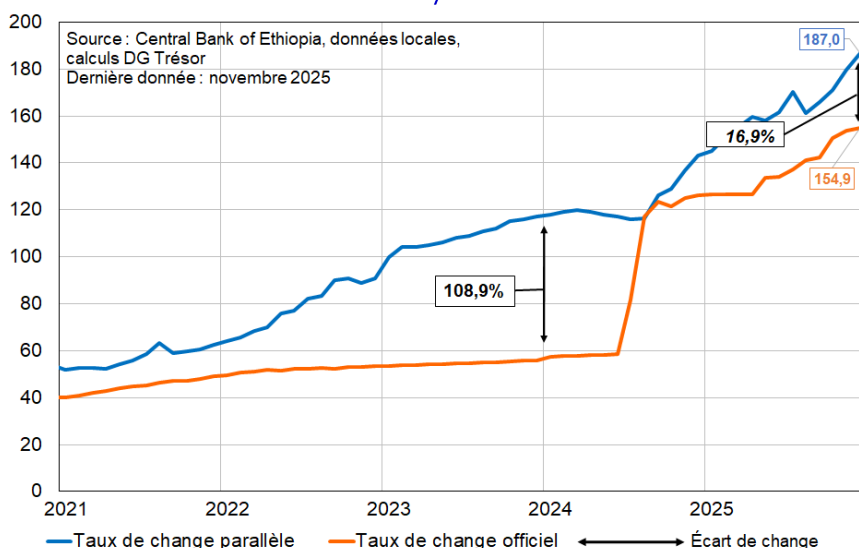
38,7 Md USD

KENYA : ENVELOPPE INDICATIVE DE LA FEUILLE
DE ROUTE D'INVESTISSEMENT DES FONDS
NATIONAL D'INFRASTRUCTURE ET SOUVERAIN

Le graphique de la semaine

Éthiopie : taux de change officiel et parallèle

- ETB/USD -



La libéralisation du marché des changes éthiopien, mise en œuvre en juillet 2024, constituait une condition essentielle à la conclusion d'un accord avec le FMI. Cette réforme visait à éliminer le marché parallèle des devises, et corriger la surévaluation artificielle du birr (ETB). Entre juillet et septembre 2024, le taux de change USD/ETB a plus que doublé, reflétant une correction brutale de la valeur de la monnaie locale. Dans le même temps, l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle s'est fortement réduit, passant de plus de 100 % à moins de 5 %. Cette évolution a marqué une réduction significative de l'activité sur le marché parallèle. Cependant, à partir de fin 2024, l'écart entre les taux officiel et parallèle a de nouveau augmenté pour se stabiliser autour de 15-20 %. Selon le FMI, l'écart, modéré, pourrait s'expliquer par la persistance de restrictions sur le change, une forte concentration bancaire et un compte financier très fermé. Dans le cadre de la 4^{ème} revue du programme, le FMI encourage les autorités éthiopiennes à poursuivre les réformes afin de renforcer la concurrence sur le marché des changes.

REGIONAL

La BAD approuve le financement de deux projets routiers dans le cadre du corridor de la Corne de l'Afrique

La Banque africaine de développement a approuvé un financement de 76,3 M USD pour deux projets routiers dans le corridor de la Corne de l'Afrique reliant la Somalie, Djibouti et l'Éthiopie. Ce financement permettra la modernisation de deux tronçons routiers en Somalie : 15 km au Somaliland et 22 km dans la région d'Hirshabelle. En plus des infrastructures routières, le projet intègre des composantes socioéconomiques, telles que des forages pour l'accès à l'eau potable, la réhabilitation de salles de classe, la construction de marchés et de hangars, la remise en état de centres de santé. Ces actions visent à améliorer les moyens de subsistance des populations et faciliter l'accès aux services essentiels. Par ailleurs, le projet prévoit de stimuler le commerce transfrontalier en soutenant les petits commerçants, renforçant les capacités institutionnelles en gestion douanière et commerciale, et en mettant en place un régime simplifié de commerce avec l'Éthiopie.

L'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya parmi les 5 plus grands bénéficiaires d'IDE dans la COMESA

Selon le [COMESA Investment Report](#) 2025, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Ouganda, la RDC et le Kenya ont été les cinq principaux pays bénéficiaires d'investissements directs étrangers au sein du bloc COMESA. Ces pays ont capté en 2024 90 % des flux (contre 80 % en 2023). Les IDE progressent fortement en Éthiopie (+22 %, à 4,0 Md USD) et en Ouganda (+10 %, à 3,3 Md USD), mais restent stables au Kenya (-0 %, à 1,5 Md USD). Cette tendance au Kenya reflète en particulier une dynamique d'affaiblissement des projets en greenfield (-80 % en valeur, -19 % en nombre). À l'échelle de la COMESA, l'Europe et l'Amérique du Nord dominent le stock d'IDE, avec les Pays-Bas et les États-Unis en tête, tandis que la France est le 10^e investisseur étranger.

COMORES

Initiative de 54 M USD pour renforcer la résilience climatique basée sur la nature

Le 11 décembre 2025, le gouvernement comorien a lancé une initiative climatique d'un montant d'environ 54 M USD, visant à renforcer la résilience

des communautés côtières en s'appuyant sur des solutions fondées sur la nature. Cette action est financée par une subvention de 10 M USD du Fonds pour l'environnement mondial et cofinancée à hauteur de 44 M USD par d'autres partenaires internationaux, tels que la Banque mondiale et l'Agence française de développement. Le projet quinquennal, exécuté par la Direction générale de l'environnement et des forêts en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, permettra de protéger 140 000 habitants des zones côtières en restaurant, préservant et gérant de manière durable 6200 hectares de mangroves, plages et bassins versants, qui constituent la défense naturelle de l'archipel contre les aléas climatiques. Le projet soutient également une économie bleue résiliente au climat, en accompagnant 300 micro, petites et moyennes entreprises dans les secteurs pêche, agroforesterie et écotourisme.

ÉRYTHREE

Le pays se retire à nouveau de l'IGAD

L'Érythrée a annoncé le 12 décembre son désengagement de l'Autorité Intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le communiqué du ministère érythréen des Affaires étrangères indique que cette décision est motivée par le fait que l'organisation « manque à ses propres obligations légales, remettant ainsi en cause sa propre pertinence et son mandat légal ». Il est à noter que l'Érythrée s'était déjà retirée de l'IGAD en 2007, avant de la réintégrer en 2023. L'IGAD a été créée en 1996 pour promouvoir la stabilité régionale et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est, et comprend également l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Ouganda et Djibouti.

ÉTHIOPIE

Un accord au niveau des services atteint sur la 4^e revue du programme FMI

Le FMI et les autorités éthiopiennes sont parvenus à un accord technique sur la 4^e revue du programme de facilité de crédit élargie (FEC), approuvé en juillet 2024 pour un montant total de 3,4 Md USD. Cet accord intervient 1 mois après la mission des services du Fonds à Addis réalisée entre le 30 octobre et 13 novembre 2025. L'approbation de la revue au Conseil d'administration du Fonds entrainera un

nouveau décaissement de 261 M USD, portant le montant total des décaissements à 2,1 Md USD. Le FMI salue les performances macroéconomiques éthiopiennes, en particulier l'accélération de la croissance, soutenue par la production d'or, d'électricité et de biens agricoles. Les exportations ont plus que doublé, l'inflation a diminué et les recettes publiques ont fortement augmenté. Le FMI souligne toutefois l'importance de la poursuite d'une politique monétaire restrictive, du renforcement de l'efficacité du marché des changes et d'une gestion prudente des dépenses publiques. Il appelle à maintenir l'élan des réformes et à porter une attention particulière à l'amélioration du climat des affaires pour favoriser les investissements directs étrangers.

L'Allemagne annonce un soutien financier bilatéral de 206 M EUR sur 3 ans

Le 10 décembre 2025, l'Éthiopie et l'Allemagne ont adopté un Accord-cadre de coopération triennal (2025-2027) avec l'annonce de nouveaux engagements par Berlin pour un montant total de 206 M EUR. La moitié de ce soutien sera octroyé sous forme de subvention budgétaire (100 M EUR) visant à soutenir les réformes macroéconomiques, dans le secteur logistique, les services publics et le fonctionnement du marché des changes, en complément des appuis du FMI, de la Banque mondiale et de la France. Les 106 M EUR supplémentaires financeront des projets et de l'assistance technique, dans le secteur agricole et du développement économique.

Visite d'État du Premier ministre Indien

Narendra Modi, Premier ministre indien, s'est rendu à Addis Abeba les 16 et 17 décembre. Ce déplacement officiel a permis d'élever les relations bilatérales au rang de « partenariat stratégique ». Des accords de coopération ont été signés, notamment d'assistance mutuelle en matière douanière, de formation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de renforcement des partenariats universitaires dans le domaine de l'IA. Des projets stratégiques ont été annoncés, notamment la création d'un centre de données au ministère des Affaires étrangères éthiopien, et la réhabilitation de l'hôpital Mahatma Gandhi d'Addis Abeba. Enfin, la visite a permis d'officialiser la signature par l'Inde du protocole d'accord relatif à la restructuration de la dette externe bilatérale au titre du Cadre commun du G20. L'Inde était, en 2023/2024, le 3^e partenaire commercial de l'Éthiopie après la Chine et les Émirats Arabes Unis.

KENYA

Le Cabinet approuve le Fonds national d'infrastructure et le Fonds souverain

Le 15 décembre, le [Cabinet](#) a approuvé la création du Fonds national d'infrastructure et du Fonds souverain, dotés d'une feuille de route de 38,7 Md USD pour le développement à long terme et la transformation économique. Le Fonds national d'infrastructure, structuré en société à responsabilité limitée, a vocation à mobiliser des ressources domestiques, à monétiser des actifs publics matures et à attirer des capitaux privés afin de financer des projets d'infrastructure prioritaires, conformément au principe de cantonnement des recettes de privatisation à l'investissement dans les infrastructures publiques. Le Fonds souverain, quant à lui, vise à assurer une gestion prudente des revenus issus des ressources minières et pétrolières, des dividendes des investissements publics et d'une part des recettes de privatisation, dans une logique d'épargne intergénérationnelle, de discipline budgétaire et de résilience face aux chocs économiques. Ces deux fonds seront placés sous une gouvernance indépendante.

KETRACO signe un PPP de 311 M USD pour renforcer le réseau électrique

Le 15 décembre, [Kenya Electricity Transmission Company Limited \(KETRACO\)](#) a signé un partenariat public-privé (PPP) de 311 M USD avec un consortium mené par Africa50 et Power Grid Corporation of India pour la réalisation de deux lignes de transmission haute tension et de postes associés. Le projet est structuré en concession DBFOM (conception, financement, construction, exploitation et maintenance), entièrement financée par le partenaire privé, sans recours à des fonds publics. La rémunération repose sur un tarif de disponibilité, versé par KETRACO après certification indépendante des ouvrages, pour une durée maximale de 30 ans, avec rétrocession finale des actifs. Il s'agit du premier projet de transmission électrique au Kenya mis en œuvre selon un modèle d'Independent Power Transmission (IPT). La ligne 400 kV Lessos–Loosuk facilitera l'évacuation de l'éolien du lac Turkana et de la géothermie du Nord du Rift, tandis que la ligne 220 kV Kibos–Kakamega–Musaga étendra pour la première fois le réseau 220 kV dans l'ouest du pays, améliorant la fiabilité du réseau et réduisant les pertes.

KCB obtient 150 M USD de la BAD pour financer des projets verts

Le 11 décembre, Kenya Commercial Bank (KCB) a obtenu 150 M USD de la Banque africaine de développement (BAD) pour étendre ses activités de prêts, en particulier aux entreprises dirigées par des femmes, et aux projets verts. La banque prévoit de financer des projets dans les domaines de l'énergie renouvelable, des infrastructures et de l'agriculture. Ces dernières années, KCB a fait croître la part de son portefeuille vert et a notamment participé au prêt lié à la durabilité de Safaricom de 232,6 M USD, et vise à consacrer 25 % de son portefeuille aux initiatives vertes d'ici 2031.

MADAGASCAR

Lancement des travaux du projet d'eau potable Jirama Water III

Les travaux du projet Jirama Water III, visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable de la capitale malgache, ont été lancés le 12 décembre 2025 après plusieurs années de retard. Ils comprennent : la construction d'une nouvelle station de traitement d'eau potable de 50 000 m³/jour à Amoronakona ; l'installation d'un système de captage sur la rivière Ikopa, de deux stations de pompage à Ambohibe et Iavoloha et d'un réservoir de 1 500 m³ ; ainsi que la pose d'environ 23 km de conduites de transfert vers les réservoirs d'Analamahitsy, d'Ambohibe et d'Iavoloha. Co-financé à hauteur d'environ 73 M EUR par la Banque européenne d'investissement et l'Union européenne, le projet devrait bénéficier à plus d'1 million de personnes dans le Grand Antananarivo. Il représente une étape cruciale pour répondre aux défis persistants en termes d'approvisionnement, d'amélioration de la santé publique et de réduction des inégalités d'accès à l'eau.

Reprise de la liaison aérienne Dzaoudzi - Tananarive après 8 ans de suspension

Ewa Air, filiale mahoraise d'Air Austral (qui détient 51 % de son capital), a réalisé le 13 décembre 2025 un vol symbolique entre Dzaoudzi et Tananarive, pour marquer le retour de la liaison directe huit ans après sa suspension en 2017. La ligne avait été interrompue pour des raisons commerciales et administratives liées à la rentabilité et à la demande, et son retour répond à une forte attente des

communautés mahoraise et malgache, ainsi qu'aux dynamiques économiques et touristiques entre les deux îles de l'Océan Indien. Ewa Air espère installer durablement cette liaison dans son réseau, renforçant ainsi les échanges régionaux dans l'océan Indien.

MAURICE

Bénéfices de 22 M EUR au 1^{er} semestre 2025 pour Air Mauritius

Air Mauritius (MK) est au cœur de fortes turbulences financières et opérationnelles, malgré l'annonce récente d'un bénéfice semestriel de 1,1 Md MUR (près de 22 M EUR) par son conseil d'administration, pour l'exercice 2025/26. Ces résultats positifs sont principalement dus à une réduction des coûts de carburant, et non à une réelle amélioration de l'activité commerciale. Sur la période concernée, la compagnie a réduit ses heures de vol, transporté moins de passagers et vu son tonnage de fret diminuer. A cela s'ajoutent également des faiblesses structurelles persistantes de la compagnie : fiabilité des appareils jugée faible, performances opérationnelles en dessous des standards, et nécessité d'injections financières supplémentaires. Airport Holdings Ltd (étatique, actionnaire à 99 % de MK) a versé en octobre dernier 1,4 Md MUR (environ 27 M EUR) pour éviter une crise d'insolvabilité et envisage d'investir encore 3,1 Md MUR (plus de 60 M EUR) sur 3 ans pour soutenir l'activité.

UGANDA

Croissance économique modérée au T3 2025

Au 3^e trimestre 2025, la croissance économique de l'Ouganda a légèrement diminué (+4,8% en glissement annuel, contre +5,5% au trimestre précédent), enregistrant sa performance la plus faible depuis le 1^{er} trimestre 2023. Ce ralentissement est principalement imputable à une activité agricole plus faible (+3,1% au T3 2025, contre +6,3% au T3 2024), reflétant une nette décélération de la production de cultures commerciales (+7% au T3 2025, contre +16,5% au T3 2024). L'activité industrielle s'est renforcée (+6,0%, contre +5,1% un an plus tôt), soutenue par la construction (+11,7%, contre +9,3%), malgré un ralentissement de la production manufacturière (+4,8%, contre +6,2%). La croissance des services a légèrement fléchi

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

(+5,7 %, contre +6,0 %), portée par le commerce et la réparation (+6,2 %) et le transport et l'entreposage (+7,6 %). Sur une base trimestrielle, le PIB a progressé de +1,6 % au T3, rebondissant après une contraction révisée à la hausse au T2.

Lancement du programme PIM PLUS financé par la Banque mondiale

Le gouvernement ougandais a lancé l'Opération PIM PLUS, un programme financé par la Banque mondiale à hauteur de 200 M USD, visant à réformer la gestion des investissements publics. Ce dispositif « Program for Results », conditionne le décaissement des fonds à l'atteinte d'indicateurs de performance précis. Le programme s'articule autour de quatre axes principaux : la mobilisation et la planification des ressources, le renforcement de la préparation des projets, l'exécution et l'efficacité des projets, ainsi que la gestion et l'entretien des actifs. Dans le cadre de PIM PLUS, 40 M USD sont consacrés à la facilitation du Project Preparation Facility sous l'égide de la National Planning Authority (NPA), tandis que 160 M USD financeront des projets d'investissement destinés à atteindre les objectifs du NDP IV et la cible de « Tenfold Growth ».

RWANDA

Forte croissance économique au T3 2025

Au 3^e trimestre 2025, l'économie rwandaise a progressé (+11,8 %, après +7,8 % au trimestre précédent), enregistrant sa plus forte performance depuis le 4^e trimestre 2023. Les services ont augmenté de +10 %, portés par le commerce de gros et de détail (+20 %), les transports (+9 %), l'information et la communication (+17 %) et les services financiers (+10 %). Dans le même temps, le secteur industriel a progressé de +17 %, soutenu par les mines et carrières (+14 %), la construction (+20 %) et l'industrie manufacturière (+14 %), tandis que l'agriculture a crû de +10 %, tirée par les cultures d'exportation (+35 %) et la pêche (+34 %).

La banque régionale de développement ouvrira un bureau à Kigali

Le 16 décembre, la Banque de Développement de l'Afrique de l'Est (EADB) a annoncé son projet de construire un siège permanent au Rwanda et d'accroître ses décaissements, suite au succès de son soutien au secteur financier du pays. Depuis le

lancement de son programme PME 2024, l'EADB a versé 33 M USD à quatre institutions partenaires—BRD, Duterimbere IMF Plc, AB Rwanda Plc et Letshego Rwanda—pour soutenir les PME dans l'agriculture, l'industrie, le commerce, le logement et les transports. Ces fonds ont permis la création de plus de 7 000 emplois, dont 40 % pour des femmes. Ces décaissements font partie du Fonds PME de 36 M USD visant à soutenir plus de 500 PME à l'échelle nationale.

SOUDAN DU SUD

L'armée intervient pour assurer la protection du site pétrolier de Heglig

Des unités de l'armée sud-soudanaise ont été déployées sur le champ pétrolier de Heglig, situé au Kordofan, au Soudan, à la suite d'une annonce des milices des Forces de soutien rapide (RSF) soudanaises revendiquant la prise de la zone le 8 décembre. Cette démarche s'inscrirait dans le cadre d'un accord tripartite entre le président Salva Kiir, le chef des Forces armées soudanaises, Abdel Fattah al-Burhan, et le chef des RSF, Mohamed Hamdan Daglo. Elle vise notamment à assurer la protection des installations de traitement et de pompage du pétrole sud-soudanais. Parallèlement, le 15 décembre, une délégation Sud-Soudanaise s'est rendue à Port-Soudan pour échanger avec le ministère de l'Énergie du Soudan. La délégation était dirigée par Tut Gatluak, conseiller sécurité du président, le ministre des Affaires étrangères et des responsables du ministère du Pétrole.

SEYCHELLES

Adoption d'un budget rectificatif pour l'exercice 2025/26

L'assemblée nationale des Seychelles a approuvé le 3 décembre 2025 un budget rectificatif pour l'année 2025 qui combine une augmentation budgétaire et des réductions de dépenses, résultant au final en une réduction nette de de 517,2 M SCR (-32 M EUR). Le budget supplémentaire approuvé inclut 452,2 M SCR d'allocations additionnelles (+28 M EUR), ainsi que des coupes dans d'autres lignes budgétaires totalisant 969,4 M SCR (-60 M EUR). L'ajustement du budget, qui vise à répondre à l'évolution des besoins et des priorités de l'État au

cours de l'année fiscale, permettra au gouvernement et au Parlement de réallouer des ressources, de corriger des sur- ou sous-estimations de dépenses, et d'ajuster la gestion financière tout en respectant les dispositions constitutionnelles.

TANZANIE

Rationnement de l'eau face au déficit hydrique

La Tanzanie connaît actuellement une crise hydrique majeure affectant plusieurs régions, notamment des quartiers de Dar es Salaam, ainsi que les régions de Simiyu, côtière, Morogoro, Dodoma et Arusha. Cette situation a conduit les autorités à mettre en place un rationnement de l'eau. Les perturbations dans l'approvisionnement contraignent les ménages à recourir à des solutions alternatives : achat d'eau en bouteilles, réduction de la consommation, suspension d'activités et utilisation de puits privés. À Dar es Salaam, le prix d'un bidon de 20 litres a augmenté, passant de 200–1 000 TZS à 1 500–2 500 TZS. Dans certaines zones de Morogoro, l'utilisation de sources d'eau impropres, voire contaminées, soulève des préoccupations sanitaires. La crise est aggravée par la chute de la production de la station de Lower Ruvu, dont la capacité est passée de 270 à environ 50 millions de litres par jour, en raison de la baisse du niveau de la rivière Ruvu, elle-même liée à une sécheresse prolongée.